



Commission Affaires Sociales, Politique de la Ville et Ressources Humaines
Séance de travail du 17 novembre 2022

OBJET : RESSOURCES HUMAINES

Renouvellement de la mise à disposition d'un agent communal auprès du CCAS au poste d'assistante de direction

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

Dans le cadre de la réorganisation du fonctionnement du Centre Communal d'Action Sociale de la ville d'Amboise et afin de pallier à un besoin de renfort administratif de la direction de ce dernier, un poste d'assistante de direction a été pourvu, suite à un jury de recrutement, par un agent titulaire de la ville.

En séance du conseil municipal du 22 septembre 2021, il a été approuvé la signature d'une convention de mise à disposition de cet agent communal titulaire, adjoint administratif principal de 2^{ème} classe à temps complet, pour exercer les fonctions d'assistante de direction du Centre Communal d'Action Sociale pour une année, à compter du 13 septembre 2021.

Aujourd'hui il est demandé aux membres du conseil municipal d'approuver le renouvellement pour une année supplémentaire, à compter du 13 septembre 2022, de la mise à disposition de cet agent auprès du CCAS d'Amboise afin d'assurer les fonctions d'assistante de direction.

La convention jointe précise, conformément à l'article 2 du décret du 18 juin 2008 : *« les conditions de mise à disposition, des fonctionnaires intéressés et notamment, la nature et le niveau hiérarchique des fonctions qui leur sont confiées, leurs conditions d'emploi et les modalités de contrôle et d'évaluation de leurs activités ».*

L'agent a formalisé par écrit son accord.

Un arrêté portant mise à disposition règlera la situation administrative de l'agent.